

<http://lipietz.net/Apres-Cahuzac-la-relance-verte>

Après Cahuzac : la relance verte !

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: samedi 13 avril 2013

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Regards.fr : Pour cette journée spéciale consacrée à l'affaire Cahuzac, nous avons convié différentes personnalités politiques, médiatiques, syndicales... à s'interroger, non pas sur l'affaire même, mais sur l'après. Les conséquences de ce scandale sont telles que nous leurs avons demandé de répondre à la question suivante : Et maintenant, que fait-on pour tenter d'enrayer la catastrophe politique qui s'annonce ?

Après Cahuzac : la relance verte !

Regards.fr

L'affaire Cahuzac est un coup terrible contre la démocratie, au moment où, comme dans les années 30, elle en avait le moins besoin. On se prend à penser « Heureusement encore qu'il n'était ni Juif ni Musulman ! »

La porte est hélas grande ouverte au « Tous pourris ! », ce classique des crises nationales. Deux pièges sont à éviter. « Continuer comme avant », avec un peu plus de « transparence », et en remarquant (avec raison) qu'il y a des pommes pourries dans tous les paniers : et ce sera sans doute la tendance spontanée du Parti socialiste. Ou alors, comme le Parti Communiste Allemand au pire moment de la République de Weimar, faire chorus avec le discours de l'extrême droite, y compris dans le choix des mots : « Du balai l'oligarchie. Du balai ceux qui ne pensent pas en Français. Du balai la Ve République ».

C'est justement l'idée du « balai » et du « tous » qui constituent la grande erreur. Et même une réforme de la constitution, objectif valable en soi (mais avec une constituante qui aujourd'hui serait massivement de droite et réclamerait, comme 75 % des sondés, « un homme fort pour remettre de l'ordre » !) passerait pour une diversion, aux yeux des chômeurs et des précaires. La première vraie question est de savoir « Quels moyens pour détecter les fraudeurs, et éviter qu'ils aient trop de poids dans la conduite des affaires publiques ». Rien là que de législatif (contre les paradis fiscaux, mais aussi la petite fraude quotidienne, sur la TVA, les cotisations, etc), et de création de postes pour faire appliquer la loi.

Et c'est là qu'il faut faire attention. Non, l'impôt n'est pas « populaire ». Au fond, on ne cherchait plus à savoir qui fraudait, car ces moeurs sont aujourd'hui couramment acceptées, bien au delà de « l'oligarchie financière ». Le vrai tournant remonte aux années 80. Celles du passage du « fordisme », de l'économie dirigée par de hauts fonctionnaires (certes corruptibles) au néo-libéralisme des « libres entrepreneurs » (certes potentiellement fraudeurs).

Plus précisément au social-libéralisme. Même pour les socialistes, l'argent devient « bien ». Et on peut se permettre fraudes ou indélicatesses pour conserver son bien. Yves Montand dans les films de Sautet incarne ces bourgeois chaleureux et sympathiques, comme Cahuzac, payant leurs fantaisies en liquide. On ne savait pas que Cahuzac fraudait, mais ses collègues savaient son style de vie, et il ne présentait rien d'anormal pour un hiérarque socialiste... On pouvait légitimement lui confier le ministère de la rigueur « juste »

L'indignation des militants et de nombreux élus socialistes sonne vraie, parce qu'ils-elles ne sont pas « tous » comme ça. Ils ne sont pas nos adversaires prioritaires ! Et il est inutile de rêver d'un « coup de balai » : c'est la société qui est largement comme ça, jusque très profond dans les classes populaires, où l'argent est un bien et le

fisc un ennemi. Dans la dialectique des mentalités et des structures sociales, la nécessaire et profonde refondation intellectuelle et morale prendra du temps. Il faut donc commencer immédiatement. Mais elle ne sera pas mieux acceptée que la réforme constitutionnelle, si l'impôt ne sert pas, visiblement et immédiatement, à quelque chose : relancer l'emploi, améliorer la qualité de vie de notre peuple.

La légitimité de l'impôt ne sera refondée que s'il sert au partage des richesses, en vue d'un progrès commun. Relance du partage du travail tout de suite, et d'abord par le retour à une vraie retraite pour toutes et tous. Relance de l'investissement, pour financer des activités utiles, dépolluantes et non-délocalisables : transports en commun, isolation des bâtiments, transition alimentaire vers le bio et le local, en s'appuyant sur les cantines scolaires. A lui seul, le scénario Négawatt de sortie du nucléaire créerait 250 000 emplois supplémentaires en 2020, 630 000 en 2030 selon [l'étude du Cired](#). Des chiffres comparables avec l'évaluation du plan d'Eva Joly par le modèle OFCE-Ademe. Mais à condition d'en financer une partie par l'emprunt : il faut donc s'asseoir résolument sur le « Traité de Stabilité, de Convergence et de Gouvernance » de Sarkozy et Merkel.

Car oui, nous avons besoin d'un New Deal entre les classes sociales, mais la crise écologique surplombe toute la crise économique, sociale, politique. Et oui, nous devons nous indigner, ne pas capituler devant l'austérité absurde dictée par Merkel (contre l'avis même du FMI !), mais justement en convainquant ceux qui baissent les bras trop tôt.

Que le cri du 1er Mai ne soit pas « Du balai ! », mais « Unité, Unité » !